

ARCHEOLOGIE

ANNEXE

INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME

En application des dispositifs du titre II du Livre V du Code du Patrimoine, sont susceptibles d'être soumises à des prescriptions visant à la protection du patrimoine archéologique :

-Toute demande d'utilisation du sol, en particulier autorisations de construire, de lotir, de démolir, d'installations et travaux divers, concernant les sites archéologiques de la liste ou situés dans une zone archéologique sensible telle que définie par L. 522-5: les projets d'aménagement affectant le sous-sol y sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A titre d'information complémentaire, vous trouverez ci-dessous une indication de présence de monuments historiques sur la commune citée en objet:

SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE :

Le territoire de cette commune contient deux sites inscrits au titre des monuments historiques (Code du Patrimoine L. VI, Titre II, chap. 1^{er})

Appellation	Réf. cadastrales	Protection	Libellé de la protection	Grande période	N° Patriarche
Aqueduc de Lenne I Aqueduc de Béziers	B2 334 ; B2 342 B mult	Inscription site en 1993 “	Loi de 1913 “	Gallo romain “	341050011 341050018

ASSOCIATION À L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

La commune citée en objet peut-être informée que nous souhaitons être consultés sur le projet de plan local d'urbanisme arrêté (article L 123-9 du Code de l'urbanisme).

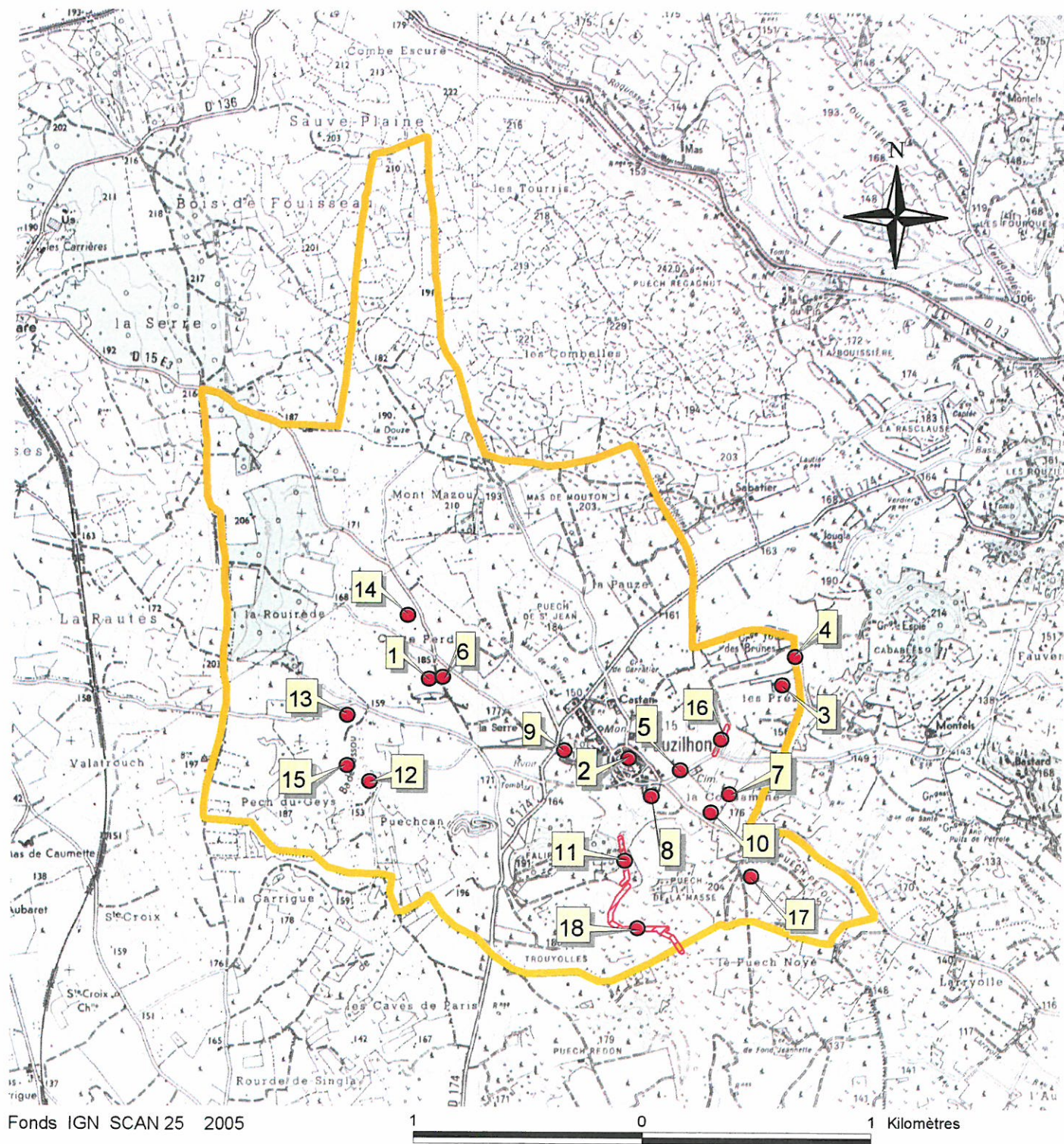
**P/ le Préfet et par délégation,
Le Conservateur régional de l'Archéologie**


Jean-Pierre Giraud

34 - FOUZILHON

Plan Local d'Urbanisme

Etat de la Carte Archéologique Nationale
au 24/4/2008



LEGENDE

- Limites communales
- Site archéologique
- Aqueduc

état des données au 24/4/2008

PATRIARCHE : Listing des sites archéologiques de la commune de : FOUZILHON (34105)

N° de l'entité **34 105 0001** coordonnées Lambert III X : 672575 Y : 3134270 Parcelles
 Lieu-dit : BADEAUSSOU
 nom du site : BADEAUSSOU I A 309;A 310;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
République	République	habitat

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0002** coordonnées Lambert III X : 673450 Y : 3133925 Parcelles
 Lieu-dit :
 nom du site : LE VILLAGE B3 MULT;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	château fort

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0003** coordonnées Lambert III X : 674120 Y : 3134250 Parcelles
 Lieu-dit : LES PRES
 nom du site : AQUEDUC - LES PRES I B 183;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	aqueduc

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0004** coordonnées Lambert III X : 674175 Y : 3134375 Parcelles
 Lieu-dit : LES PRES
 nom du site : AQUEDUC - LES PRES II B 181;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	aqueduc

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0005** coordonnées Lambert III X : 673675 Y : 3133875 Parcelles
 Lieu-dit : CHAMPS DE MONSIEUR
 nom du site : AQUEDUC - CHAMPS DE MONSIEUR B 430;B 585;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	aqueduc

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0006** coordonnées Lambert III X : 672635 Y : 3134280 Parcelles
 Lieu-dit : BADEAUSSOU
 nom du site : BADEAUSSOU II A 308;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
République	République	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0007** coordonnées Lambert III X : 673890 Y : 3133770 Parcelles
 Lieu-dit : LA CONDAMINE
 nom du site : LA CONDAMINE I B2 207;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	occupation

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0008** coordonnées Lambert III X : 673550 Y : 3133760 Parcelles
 Lieu-dit : CHAMPS NEGRES
 nom du site : CHAMPS NEGRES B1 518b;B1 625;

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Bas-empire	aqueduc

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0017**

coordonnées Lambert III X : 673990 Y : 3133410

Parcelles

Lieu-dit : PUECH PETOU

? :B 219;B 608;

nom du site :

PUECH PETOU

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **34 105 0018**

coordonnées Lambert III X : 673495 Y : 3133182

Parcelles

Lieu-dit : ?

? :B MULT;

nom du site :

AQUEDUC DE BEZIERS PRES PK3

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	aqueduc

Mode de protection inscription MH en tout ou partie (loi de 1913)

1/1/1993

N° de l'entité

34 105 0009

coordonnées Lambert III

X : 673170

Y : 3133960

Lieu-dit :

LA CLEDE

nom du site :

LA CLEDE

B3 719;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	occupation

Mode de protection

N° de l'entité

34 105 0010

coordonnées Lambert III

X : 673810

Y : 3133690

Lieu-dit :

LA CONDAMINE

nom du site :

LA CONDAMINE II

B2 214;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	occupation

Mode de protection

N° de l'entité

34 105 0011

coordonnées Lambert III

X : 673437

Y : 3133476

Lieu-dit :

nom du site :

AQUEDUC DE LENNE I

B2 334;B2 342;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Bas-empire	aqueduc

Mode de protection

inscription MH en tout ou partie (loi de 1913)

1/1/1993

N° de l'entité

34 105 0012

coordonnées Lambert III

X : 672320

Y : 3133820

Lieu-dit :

PUECHCAN

nom du site :

PUECHCAN

B1 154;B1 156;B1 54;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	atelier de terre cuite architectura

Mode de protection

N° de l'entité

34 105 0013

coordonnées Lambert III

X : 672220

Y : 3134110

Lieu-dit :

COMBE DEL VEYRE

nom du site :

COMBE DEL VEYRE II

B1 47a;B1 48;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité

34 105 0014

coordonnées Lambert III

X : 672480

Y : 3134550

Lieu-dit :

CANTE PERDRIX

nom du site :

CANTE PERDRIX

2 146;A2 145;A2 147;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité

34 105 0015

coordonnées Lambert III

X : 672220

Y : 3133890

Lieu-dit :

COMBE DEL VEYRE

nom du site :

COMBE DEL VEYRE I

B1 53;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Néolithique récent	Néolithique final	occupation

Mode de protection

N° de l'entité

34 105 0016

coordonnées Lambert III

X : 673853

Y : 3134010

Lieu-dit :

LES PRES

nom du site :

AQUEDUC LES PRES III

19+3 :B2 196;B2 198;B2 199;

Parcelles

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	aqueduc

Mode de protection

ANNEXE 3: Extraits de la législation relative à la sauvegarde du patrimoine archéologique:

CODE DU PATRIMOINE (Partie Législative)

TITRE Ier : DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Article L510-1

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel.

TITRE II : ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Article L521-1

L'archéologie préventive, qui relève de missions de service public, est partie intégrante de l'archéologie. Elle est régie par les principes applicables à toute recherche scientifique. Elle a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

Article L522-1

L'Etat veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social. Il prescrit les mesures visant à la détection, à la conservation ou à la sauvegarde par l'étude scientifique du patrimoine archéologique, désigne le responsable scientifique de toute opération d'archéologie préventive et assure les missions de contrôle et d'évaluation de ces opérations.

Article L522-2

Les prescriptions de l'Etat concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont motivées. Les prescriptions de diagnostic sont délivrées dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier. Ce délai est porté à deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à une étude d'impact en application du code de l'environnement. Les prescriptions de fouilles sont délivrées dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de diagnostic. En l'absence de prescriptions dans les délais, l'Etat est réputé avoir renoncé à édicter celles-ci.

Article L522-3

Les prescriptions de l'Etat peuvent s'appliquer à des opérations non soumises à la redevance prévue à l'article L. 524-2. Lorsque l'intérêt des vestiges impose leur conservation, l'autorité administrative notifie au propriétaire une instance de classement de tout ou partie du terrain dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux monuments historiques.

Article L522-4

Hors des zones archéologiques définies en application de l'article L. 522-5, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir l'Etat afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. A défaut de réponse dans un délai de deux mois ou en cas de réponse négative, l'Etat est réputé renoncer, pendant une durée de cinq ans, à prescrire un diagnostic, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de la commune. Si l'Etat a fait connaître la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur peut en demander la réalisation anticipée par l'établissement public institué par l'article L. 523-1 ou un service territorial. Dans ce cas, il est redevable de la redevance prévue à l'article L. 524-2.

Article L522-5

Avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'Etat dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.

Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Article L522-6

Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux ont communication d'extraits de la carte archéologique nationale et peuvent les communiquer à toute personne qui en fait la demande. Un décret détermine les conditions de communication de ces extraits ainsi que les modalités de communication de la carte archéologique par l'Etat, sous réserve des exigences liées à la préservation du patrimoine archéologique, à toute personne qui en fait la demande.

TITRE III : ARCHEOLOGIE PROGRAMMEE ET DECOUVERTES FORTUITES

Article L531-14

(relatif aux découvertes fortuites)

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

Article L114-2 du Code du Patrimoine

(Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 art. 78 XIV a 3° Journal Officiel du 06 décembre 2004)

Les infractions relatives aux destructions, dégradations et détériorations du patrimoine sont sanctionnées par les dispositions des articles 322-1 et 322-2 du code pénal ci-après reproduits :

"Art. 322-1 - La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger." Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable, sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain est puni de 3 750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger."

"Art. 322-2 - L'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et celle définie au deuxième alinéa du même article de 7 500 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est résulté que le bien détruit, dégradé ou détérioré est :

"1° Destiné à l'utilité ou à la décoration publiques et appartient à une personne publique ou chargée d'une mission de service public ;

"2° Un registre, une minute ou un acte original de l'autorité publique ;

"3° Un immeuble ou un objet mobilier classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des vestiges archéologiques ou un objet conservé ou déposé dans un musée de France ou dans les musées, bibliothèques ou archives appartenant à une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique ;

"4° Un objet présenté lors d'une exposition à caractère historique, culturel ou scientifique, organisée par une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique.

"Dans le cas prévu par le 3° du présent article, l'infraction est également constituée si son auteur est le propriétaire du bien détruit, dégradé ou détérioré."

Lorsque l'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est commise à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la personne propriétaire ou utilisatrice de ce bien à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, les peines encourues sont également portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende.

CODE DE L'URBANISME **(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat)**

Article R111-4

(Décret n° 76-276 du 29 mars 1976 Journal Officiel du 30 mars 1976 date d'entrée en vigueur 1 AVRIL 1976)

(Décret n° 77-755 du 7 juillet 1977 Journal Officiel du 10 juillet 1977 date d'entrée en vigueur 1 janvier 1978)

(Décret n° 99-266 du 1 avril 1999 art. 1 Journal Officiel du 9 avril 1999)

(Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 art. 1 II Journal Officiel du 6 janvier 2007 en vigueur le 1er juillet 2007)

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

DECRET n°2004-490 du 3 juin 2004 **Décret relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.** **(cf. CODE DU PATRIMOINE TITRE II)**

NOR: MCCX0400056D

version consolidée au 7 février 2008

Chapitre Ier : Dispositions générales.

Article 1

Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations.